

[Text]

members, who as part of the public have a legitimate interest in matters affecting their public services. As representatives for the vast majority of Canada Post's 57,000 employees, we have a particular interest in legislation that would enable Canada Post to sell shares to its employees through an employees' share savings plan.

This is a submission of the Canadian Labour Congress and our affiliated post office unions, which are: the Canadian Postmasters and Assistants Association or the CPAA, which represents 7,000 Canada Post employees including postmasters and full-time and part-time assistants; the Canadian Union of Postal Workers, CUPW, which represents 46,000 employees of Canada Post including letter carriers, postal clerks, dispatchers, mail service couriers, maintenance personnel, mail handlers, electronic technicians and general service workers; the Public Service Alliance of Canada, PSAC, and its component the Union of Postal Communication Employees, UPCE, representing 3,500 administrative employees of Canada Post including clerical and regulatory, office equipment, drafting and illustration, communications, data processing, engineering and scientific support, general technical, information services, library sciences, purchasing and supply, social science support, secretarial, stenographic and typing, administrative services, program administration and financial administration.

• 1025

Postal employees are proud of the important and positive contributions made by postal services in the enhancement of the cultural, social and economic life of Canadians. From Confederation until recently, the post office has linked virtually every community in the country. Canada Post's role as an instrument of national unity should not be overlooked or undervalued, especially now.

While we recognize that the post office must adapt to an ever-changing world, we do not approve of the fundamental changes taking place at Canada Post. The government and management are attempting to transform a service-oriented public post office into a profit-driven private business. By cutting back, contracting out, deregulating and redefining the definition of financial self-sufficiency, they are facilitating privatization at Canada Post. By proposing Bill C-73, they are signalling their intention to begin the selling off of Canada Post.

We believe Bill C-73 has no hope of fulfilling its objectives as outlined by Harvie Andre, the minister responsible for Canada Post. In fact, we are convinced that if implemented, this bill will produce results that run contrary

[Translation]

Congrès expliquera les répercussions du projet de loi sur ses membres qui, faisant aussi partie du grand public, sont directement touchés par les questions reliées à leurs services publics. À titre de représentants de la vaste majorité des 57 000 employés de la Société canadienne des postes, nous sommes vivement préoccupés par le projet de loi C-73, loi qui, si elle est promulguée, permettra à la Société canadienne des postes de vendre des actions à ses employés par l'entremise d'un régime d'épargne-actions pour employés.

Cet exposé est soumis conjointement par le Congrès du Travail du Canada et des syndicats affiliés qui représentent les employés de Postes Canada, à savoir: l'Association canadienne des maîtres de postes et adjoints (ACMPA), qui représente 7 000 employés de la Société canadienne des postes, dont les maîtres de postes et les adjoints à temps plein et à temps partiel; le Syndicat des postiers du Canada (SPC), qui représente 46 000 employés de la Société canadienne des postes, incluant les facteurs, commis des postes, expéditeurs de dépêches, courriers des services postaux, préposés à l'entretien, manieurs de dépêches, techniciens en électronique et travailleuses et travailleurs des services divers; le Syndicat des employés des postes et des communications (SEPC) qui fait partie de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) et qui représente 3 500 employés de soutien de la Société canadienne des postes faisant partie des groupes suivants: commis aux écritures et aux règlements, mécanographie, dessin et illustration, communications, traitement des données, soutien technologique et scientifique, soutien général, services d'information, bibliothéconomie, achats et approvisionnement, soutien des sciences sociales, secrétariat, sténographie et dactylographie, services administratifs, gestion des programmes et gestion des finances.

Les travailleurs et travailleuses des postes sont fiers de l'importante contribution et du rôle positif des services postaux dans la vie culturelle, sociale et économique des Canadiens et Canadiennes. Depuis la Confédération jusqu'à récemment, le service postal reliait presque toutes les collectivités du Canada. Le rôle de la Société canadienne des postes en tant qu'instrument d'unité nationale ne devrait pas être oublié ou sous-estimé, surtout maintenant.

Bien que nous reconnaissons que le service postal doit s'adapter à un monde en changement, nous n'approuvons pas les changements fondamentaux qui ont lieu à la Société canadienne des postes. Le gouvernement et la direction tentent de transformer un service postal public axé sur les services en une entreprise privée préoccupée par les profits. Par les coupures, la sous-traitance, la déréglementation et la nouvelle définition de l'autonomie financière, ils facilitent la privatisation de la Société canadienne des postes. En proposant le projet de loi C-73, ils signalent leur intention d'entamer la vente de la Société canadienne des postes.

Il n'y a aucun espoir, selon nous, que le projet de loi C-73 permette de réaliser les objectifs énoncés par Harvie Andre, ministre responsable de la Société canadienne des postes. De fait, nous sommes convaincus que, s'il est mis en